



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 70.366/2
du 24 novembre 2021

advies 70.366/2
van 24 november 2021

sur

over

un avant-projet de loi 'portant
insertion dans le livre XI du
Code de droit économique de
diverses dispositions en
matière de propriété
intellectuelle'

een voorontwerp van wet
'houdende de invoeging in
boek XI van het Wetboek van
economisch recht van diverse
bepalingen betreffende
intellectuele eigendom'

Le 22 octobre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie et du Travail à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi 'portant insertion dans le livre XI du Code de droit économique de diverses dispositions en matière de propriété intellectuelle'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 24 novembre 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Pauline LAGASSE, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 24 novembre 2021.

*

Op 22 oktober 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Economie en Werk verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'houdende de invoeging in boek XI van het Wetboek van economisch recht van diverse bepalingen betreffende intellectuele eigendom'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 24 november 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Pauline LAGASSE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 24 november 2021.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

Article 4

1. Il résulte du commentaire de l'article et des explications fournies par le délégué du Ministre que la base de données visée par l'article XI.20/1 en projet du Code de droit économique a pour objet de permettre l'échange par voie électronique de « documents de priorité » dans le cadre de l'exécution des missions qui incombent à l'Office de la propriété intellectuelle (ci-après : « l'Office ») en sa qualité d'office de dépôt du Service d'accès numérique (DAS) de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Le dispositif en projet évoque pour sa part la mise à disposition des « demandes de brevets » sans autres précisions. Cette notion n'englobe cependant pas le document émanant de l'Office qui permet d'attester de la date de dépôt de cette demande de brevet¹ alors que cette information est centrale au regard de la finalité annoncée par le commentaire de l'article, qui consiste à établir un droit de priorité.

L'article 4, § 3, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 2 décembre 1986 'relatif à la demande, à la délivrance et au maintien en vigueur des brevets d'invention' prévoit d'ailleurs, en exécution de l'article XI.20 du Code de droit économique, qu'

« [u]ne copie de la demande antérieure, certifiée conforme par l'autorité qui l'a reçue, accompagnée d'une attestation de cette autorité indiquant la date de dépôt de la demande antérieure, doit être produite dans un délai de seize mois à compter de la date de priorité la plus ancienne ».

Les termes « demande de brevet » utilisés par l'article XI.20/1 en projet du Code ne reflètent donc pas adéquatement l'intention de l'auteur de l'avant-projet.

Le dispositif sera revu au regard de cette observation.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Il peut être observé d'ailleurs que l'article XI.25, § 3, en projet du Code de droit économique distingue, au sein du dossier de demande du brevet, « la demande de brevet », d'une part, des « documents relatifs à la revendication du droit de priorité prévu par la Convention de Paris », d'autre part.

2. Les articles XI.24 et XI.25 en projet du Code de droit économique organisent d'ores et déjà la mise à disposition du public des demandes de brevet et des dossiers y relatifs – en ce compris les revendications de priorité – via le registre. La possibilité de demander une copie papier (le cas échéant certifiée conforme ²) de la demande de brevet et, plus largement, de « toutes les informations mises à disposition du public par l'Office » est organisée par l'article XI.25, § 2, en projet du Code de droit économique et par l'arrêté royal du 21 septembre 2020 'relatif à la délivrance, par l'Office de la Propriété Intellectuelle, de documents et d'informations en matière de propriété industrielle'.

En autorisant l'Office à mettre à disposition des « documents de priorité » dans une base de données désignée par le Roi, l'avant-projet offre une alternative informatique à la délivrance de copies certifiées conformes de documents de priorité. Les catégories de données, les catégories de personnes concernées, les destinataires potentiels du traitement et la durée de conservation maximale des données traitées restent inchangées et sont déjà réglées par les articles XI.80/1 et XI.80/2 en projet du Code. L'article XI.80/1, § 4, en projet précise d'ailleurs que les données à caractère personnel ne sont rendues publiques que moyennant le consentement explicite de la personne concernée.

Par conséquent, l'article 4 de l'avant-projet répond aux exigences du principe de légalité applicable en matière de traitement de données à caractère personnel.

Article 5

La finalité de la délégation faite au Roi de pouvoir fixer un montant plus élevé de taxe gagnerait à être précisée au sein de la loi, cette compétence devant en toute hypothèse être mise en œuvre dans le respect des articles 10 et 11 de la Constitution.

Article 6

L'article 6 de l'avant-projet supprime l'actuel article XI.24, § 3, alinéa 3, du Code de droit économique.

Interrogé à ce sujet, le délégué du Ministre a précisé qu'il s'agit d'un oubli. Il propose de réintégrer cet alinéa comme suit au sein du nouveau paragraphe 3/1 en projet :

« § 3/1. Le demandeur qui ne souhaite pas que sa demande soit rendue accessible au public, dépose auprès de l'Office, dans le délai visé à l'alinéa 2, une requête en retrait de sa demande. Le Roi fixe les modalités relatives à cette requête.

² L'arrêté royal du 21 septembre 2020 'relatif à la délivrance, par l'Office de la Propriété Intellectuelle, de documents et d'informations en matière de propriété industrielle' entretient, lui aussi, une certaine confusion entre « la demande de brevet » et les « documents de priorité », cette dernière notion n'étant pas évoquée par l'arrêté en tant que telle.

La demande de brevet visée à l'alinéa 1^{er} n'est pas rendue accessible au public lorsque cette demande a été retirée ou est réputée retirée avant la fin du dix-septième mois à compter de la date de dépôt de la demande de brevet ou, si un droit de priorité est revendiqué conformément aux dispositions de l'article XI.20, à partir de la priorité la plus ancienne indiquée dans la déclaration de priorité, ou à une date ultérieure dans la mesure où il est encore possible d'empêcher la publication de la demande de brevet.

Si des droits d'usufruit, de gage ou de licence sont inscrits au registre, la demande ne peut être retirée qu'avec l'accord des titulaires de ces droits. Une demande de brevet qui fait l'objet d'une revendication de propriété ou d'une saisie ne peut être retirée. Tout retrait effectué en violation de cet article est nul de plein droit ».

Il en est donné acte à l'auteur de l'avant-projet.

Article 7

Les données à caractère personnel au sens de l'article 4, paragraphe 1, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : « le RGPD ») que l'Office est autorisée à traiter sont précisées à l'article XI.80/1, § 3, en projet du Code de droit économique, tel qu'il est inséré par l'article 19 de l'avant-projet.

Dans un souci de clarté, qui contribue également au respect du principe de légalité inscrit à l'article 22 de la Constitution, il sera renvoyé à cette disposition au sein de l'article XI.25, § 3, 5°, en projet du Code.

Article 8

Dès lors que l'article XI.27 du Code de droit économique doit être lu en parallèle avec les articles XI.80/1 et XI.80/2 en projet du Code de droit économique, l'habilitation faite au Roi par l'article XI.27, § 3, en projet du même Code d'énumérer les inscriptions au registre et au Recueil qui ne sont pas déjà énoncées par les paragraphes précédents de cet article, est admissible. Cette habilitation n'autorise en effet pas le Roi à fixer de nouvelles catégories de données à caractère personnel pouvant être traitées. Ces nouvelles inscriptions devront se faire dans le respect des limites posées par les articles XI.80/1 et XI.80/2 en projet du Code de droit économique en matière de traitement de données à caractère personnel.

Dans un souci de clarté, qui contribue également au respect du principe de légalité inscrit à l'article 22 de la Constitution, il sera renvoyé articles XI.80/1 et XI.80/2 en projet du Code de droit économique au sein de l'article XI.27, § 3, en projet du même Code.

Article 13

1. L'article XI.75/4, § 2, en projet du Code de droit économique tend à encadrer les traitements de données à caractère personnel effectués par l'Institut des mandataires en brevets. Ce faisant, l'avant-projet répond aux remarques formulées notamment par la section de législation dans son avis 67.681/1/V donné le 4 août 2020 sur le projet devenu l'arrêté royal du 30 septembre 2020 'relatif à la représentation en matière de brevet'.

Dans cet avis, la section de législation observait ce qui suit :

« [...] il convient à tout le moins de considérer les données à caractère personnel à traiter, le délai de conservation de celles-ci et la finalité du traitement des données comme des éléments essentiels du traitement des données à caractère personnel et que ceux-ci doivent être fixés par le législateur fédéral lui-même. [...]

[...]

Les éléments essentiels du traitement des données à caractère personnel par l'Institut doivent donc être réglés par le législateur et non par le Roi dans le projet d'arrêté soumis pour avis »³.

Le paragraphe 2 en projet de l'article XI.75/4 du Code de droit économique, s'il détermine le responsable du traitement et précise les finalités poursuivies, ainsi que la durée de conservation des données traitées, n'énonce pas, au sein du dispositif de l'article XI.75/4, les données à caractère personnel traitées qui sont énumérées par l'article 39, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 30 septembre 2020.

La reproduction de cette liste au sein de l'article XI.75/4 du Code de droit économique constituerait une manière simple de rencontrer les exigences du principe de légalité. Il est vrai cependant que le respect de ce dernier principe n'impose pas, en soi, que les données traitées soient précisément énumérées au sein d'un texte de nature législative. Il requiert par contre qu'à tout le moins, les catégories de données pouvant être traitées soient prévues par le législateur au regard de chacune des finalités poursuivies. L'avant-projet devra dès lors être complété afin, à tout le moins, de mentionner les catégories de données traitées au regard de chacune des finalités poursuivies.

³ Autorité de protection des données, avis n° 55/2021 du 22 avril 2021, observation n° 41.

2. Le RGPD étant directement applicable, il est contraire à la sécurité juridique d'en reproduire les règles au sein de l'avant-projet. Des dispositions qui ne font que rappeler l'application d'une norme supérieure sont en effet à proscrire dès lors cela donne erronément à penser, outre qu'elles sont inutiles, que l'autorité qui reproduit les règles serait compétente pour les modifier ou en régler le champ d'application.

Il n'est donc pas adéquat d'énoncer les règles figurant respectivement au paragraphe 2, alinéa 2, première phrase et deuxième phrase, *partim*, et alinéa 3, deuxième phrase, de l'article XI.75/4 en projet du Code, aux termes desquelles

« [l]e traitement des données à caractère personnel réalisé par chaque organe de l'Institut dans le cadre du fonctionnement de l'Institut est limité à ce qui est strictement nécessaire à la réalisation des finalités identifiées à l'alinéa 1^{er} qui le concernent »⁴,

et

« [l]es modalités du traitement des données liées aux procédures judiciaires, administratives ou disciplinaires garantissent que les principes de minimisation des données et de limitation de la durée de conservation sont strictement respectés »⁵.

Ces phrases seront omises.

Article 15

L'article XI.75/8, § 2, alinéa 3, en projet du Code de droit économique habilite le Roi à « fixe[r] le règlement de discipline qui contient la procédure disciplinaire devant la commission de discipline ». Aux termes de la deuxième phrase de cet alinéa en projet, le Roi « peut » en outre déterminer les éléments qui y sont énumérés ensuite, en l'occurrence les règles de conduite applicables aux membres de l'Institut (1°), ainsi que les indemnités que des personnes doivent verser à l'Institut dans le cadre d'une procédure disciplinaire en compensation de tout ou partie des frais de la procédure disciplinaire (2°).

Compte tenu du caractère fondamental qu'ont ces éléments dans le cadre du règlement de discipline, il ne peut se concevoir que la mise en œuvre de l'habilitation ainsi conférée au Roi ait un caractère facultatif.

Il y a dès lors lieu de remplacer les mots « peut en outre déterminer » par les mots « détermine en outre ».

⁴ Il est renvoyé sur ce point à l'article 5, paragraphe 1, b) et c), du RGPD.

⁵ Il est renvoyé sur ce point à l'article 5, paragraphe 1, c) et e), du RGPD.

Article 19

1. Le principe de légalité applicable en matière de traitement de données à caractère personnel, rappelé dans l'observation n° 2 formulée sous l'article 4, n'autorise pas le législateur à habiliter le Roi à « compléter la liste des catégories de données et des catégories de personnes » concernées par les traitements de données à caractère personnel visés à l'article XI.80/1 en projet du Code de droit économique. L'ensemble des catégories de données et des catégories de personnes concernées doivent être fixées au sein de l'article XI.80/1 en projet du Code de droit économique. Le Roi peut par contre, comme le prévoit également l'avant-projet, être habilité à préciser ces catégories de données. Il pourra être utile à cet égard de compléter la liste des données au regard des finalités poursuivies, comme cela ressort des exemples qui figurent dans le commentaire de la disposition, ce qui sera de nature à faciliter le contrôle de la nécessité, de la pertinence et de la proportionnalité des données ainsi précisées.

L'article XI.80/1, § 3, alinéa 3, en projet sera revu au regard de cette observation.

2. S'agissant de la portée de l'habilitation relative à la précision des catégories de données pouvant être traitées, il y a lieu toutefois de revoir l'article XI.80/1, § 3, alinéa 3, en projet du Code de droit économique de manière à éviter que des principes déjà énoncés par le RGPD soient reproduits dans le dispositif en projet et ce, pour le motif exposé dans l'observation^o 2 formulée sous l'article 13.

Il en est ainsi de la condition énoncée selon laquelle les catégories de données et les catégories de personnes à préciser par le Roi doivent être « nécessaires, pertinentes et proportionnées à l'accomplissement des missions d'intérêt public relatives à la propriété intellectuelle qui sont confiées à l'Office », ce qui fait écho à l'article 5 du RGPD, spécialement à son paragraphe 1, b) à d).

3. À l'article XI.80/1, § 4, en projet du Code de droit économique, il convient de préciser ce qu'implique concrètement la limitation de l'accès aux données à caractère personnel traitées. En d'autres termes, l'auteur de l'avant-projet précisera au sein du dispositif quelles sont, à tout le moins, les catégories de personnes pouvant avoir accès à ces données en lien avec les finalités de traitements poursuivies (les membres du personnel autorisés à consulter ou à utiliser ces données) en s'inspirant des précisions apportées sur ce point par le commentaire de cet article.

4. Le droit à la rectification des données traitées, prévu par l'article XI.80/1, § 5, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, en projet du Code de droit économique, l'est d'ores et déjà par l'article 16 du RGPD, applicable aux traitements de données à caractère personnel qui concernent des personnes physiques.

Pour le motif exposé dans l'observation n° 2 formulée sous l'article 14, il n'y pas lieu de rappeler cette règle au sein de l'article XI.80/1, § 5, alinéa 1^{er}, deuxième phrase, en projet en ce qui concerne les traitements de données à caractère personnel relevant du champ d'application du RGPD.

Pareil procédé est, du reste, de nature à induire en erreur le lecteur du texte à l'examen sur les droits dont dispose une personne soumise à un traitement de données à caractère personnel au sens du RGPD : pour rappel en effet, outre le droit de rectification, les personnes physiques concernées disposent de plusieurs autres droits énoncés notamment aux articles 12 à 22 de ce règlement.

Le dispositif sera revu au regard de cette observation.

5. L'article XI.80/1, § 6, en projet du Code de droit économique prévoit l'obligation pour

« l'Office [de] met[tre] en œuvre des mesures permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience du traitement par voie électronique ».

Or, l'article 32, paragraphe 1, b), du RGPD ⁶ prévoit déjà une obligation similaire à titre de mesures techniques et organisationnelles devant être prises afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque si le traitement concerné en justifie le besoin. Comme il a déjà été exposé, le RGPD est directement applicable. La seule plus-value de l'article XI.80/1, § 6, en projet du Code de droit économique pourrait être de confirmer le besoin d'une telle mesure technique et organisationnelle. *A contrario*, le fait de ne reproduire que cette mesure au sein de l'avant-projet laisse à penser qu'aucune autre mesure technique et organisationnelle ne serait requise, ce qui ne serait pas conforme à l'article 32 du RGPD.

L'article XI.80/1, § 6, en projet du Code de droit économique est donc source d'insécurité juridique, voire de contradiction avec l'article 32 du RGPD. Il sera dès lors omis.

Article 20

Les finalités énumérées par l'article XI.80/2 en projet du Code de droit économique correspondent aux missions confiées à l'Office, qui fait partie du Service public fédéral Économie.

⁶ Pour rappel, l'article 32, paragraphe 1, dispose comme suit :

« 1. Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, le responsable du traitement et le sous-traitant mettent en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, y compris entre autres, selon les besoins :

- a) la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- b) des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- c) des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- d) une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ».

Il serait dès lors plus conforme à la réalité pratique de viser l'Office, en tant que responsable du traitement, tout comme à l'article XI.80/1, § 1^{er}, en projet du Code de droit économique, à la place du « Service public fédéral Économie, P.M.E., Classes moyennes et Énergie ».

Article 22

Le commentaire de l'article 22 précise que l'article XI.90/2 en projet du Code de droit économique « reprend dans le code de droit économique l'article 11 de l'arrêté royal du 27 février 1981 relatif au dépôt d'une demande de brevet européen, à sa transformation en demande de brevet national et à l'enregistrement des brevets européens produisant effet en Belgique », de sorte que, concomitamment à l'entrée en vigueur de l'article XI.90/2 en projet, il y a lieu d'abroger l'article 11 de l'arrêté royal du 27 février 1981 précité.

Le chapitre 4 de l'avant-projet sera complété par une disposition abrogatoire ayant cet objet.

Article 29

1. Dans un souci de sécurité juridique, la notion de « crise concernant la sécurité publique » sera définie au sein de l'avant-projet et ce, d'autant plus que, selon les développements contenus dans le commentaire de la disposition, l'auteur de l'avant-projet n'entend pas uniquement viser la sécurité publique au regard du territoire de l'État belge.

2. La faculté accordée au Roi de prolonger les délais fixés par ou en vertu des titres 1^{er} à 3 est directement lié à l'existence d'une crise qui concerne la sécurité publique. La définition temporelle de cette crise constitue un élément essentiel de la mise en œuvre de cette compétence dès lors que ce sont les délais expirant pendant la crise qui peuvent être prolongés. Par conséquent, le Roi devra nécessairement déterminer la date de début et la date de fin de la crise.

L'article XI.332/6, alinéa 2, 1^o, en projet du Code de droit économique prévoit cependant que le Roi « peut » déterminer « la date de début et la date de fin de la crise ». Cette disposition sera modifiée afin de prévoir non pas une faculté mais bien une obligation de déterminer « la date de début et la date de fin de la crise ».

3. L'article XI.332/6, alinéa 1^{er}, en projet du Code de droit économique est rédigé comme suit :

« En cas de crise concernant la sécurité publique, le Roi peut prolonger les délais fixés par ou en vertu des titres 1^{er} à 3 qui expirent pendant la crise jusqu'à une date ultérieure après la crise ».

Il résulte du commentaire de cette disposition qu'en faisant état d'« une date ultérieure après la crise », l'auteur de l'avant-projet entend rendre possible la fixation d'une date d'expiration des délais allant au-delà de celle de la crise elle-même.

Or, le texte est rédigé comme obligeant le Roi à fixer la date d'expiration des délais au-delà de la crise, alors qu'il ne saurait être exclu que certains délais ne devraient pas être prolongés de manière aussi longue.

Il est donc suggéré de remplacer les mots « jusqu'à une date ultérieure après la crise » par les mots « jusqu'à une date qui peut être fixée après la crise ».

L'alinéa 2, 2°, en projet sera adapté en conséquence.

Article 30

L'article 30 a pour objet d'introduire une nouvelle section 4 dans la quatrième partie, livre IV, chapitre XIXbis, du Code judiciaire, intitulée « Section 4. – Recours en matière disciplinaire concernant des mandataires en brevets ».

Si cette section contient des dispositions concernant les recours en matière disciplinaire des mandataires de brevets, elle ne régit pas une « procédure en matière de droit intellectuel ou en matière de secrets d'affaires » auxquelles est consacré le chapitre XIXbis précité.

Dès lors que l'existence et les compétences disciplinaires de la commission de discipline de l'Institut des mandataires en brevets font déjà l'objet de dispositions au sein du Code de droit économique, spécialement aux articles XI.75/3 et XI.75/8, il semble plus cohérent d'introduire les normes concernant le recours en matière disciplinaire des mandataires de brevet à la suite de cet article XI.75/8.

Il en va d'autant plus ainsi que l'article XI.75/8, § 6, du Code de droit économique énonce déjà ce qui suit :

« Toute décision de la commission de discipline est susceptible d'un recours auprès de la cour d'appel de Bruxelles.

Les recours contre les décisions de la commission de discipline sont suspensifs ».

Article 32

1. Au paragraphe 1^{er} de l'article 1369nonies en projet du Code judiciaire, il serait préférable d'écrire que

« [l]a procédure du recours visée à l'article 1369octies est régie par les règles du Code judiciaire, à l'exception des dérogations prévues aux paragraphes 2 à 4 ».

2. Si la suggestion formulée sous l'article 30 du projet ne devait pas être suivie, il conviendrait alors, conformément à ce qui figure dans l'exposé des motifs, que l'article 1369octies, alinéa 1^{er}, première phrase, en projet du Code judiciaire soit complété pour préciser que le recours qu'il envisage doit être introduit devant la Cour d'appel de Bruxelles.

3. Selon l'article 1369*nonies*, § 3, en projet du même Code judiciaire, même si l'Institut et le ministre ne font pas appel de la décision de la commission de discipline, ils sont convoqués tous deux par le greffe à comparaître à l'audience fixée par la Cour. Le texte en projet précise toutefois que, sauf si l'Institut ou le ministre sont à l'origine du recours, ils ne deviennent parties à la cause en appel que s'ils comparaissent à l'audience.

La section de législation ne perçoit pas pour quels motifs la qualité de partie à la cause devrait dépendre de la comparution ou non à l'audience.

4. Le paragraphe 2, alinéa 2, en projet devrait prévoir que la requête d'appel peut également être adressée à la Cour par le système informatique *e-Deposit*.

5. Les arrêts de la Cour d'appel ne sont pas rendus « contre » les décisions d'instance, comme indiqué au paragraphe 4 en projet.

Il conviendrait de remplacer ce terme par « sur appel » ou « à propos ».

6. La section de législation se demande encore comment devra se régler la question de l'indemnité de procédure, spécialement lorsque les parties non appelantes convoquées par le greffe décident de comparaître à l'audience et acquièrent ainsi la qualité de « parties à la cause ». Il n'est pas certain qu'un lien d'instance se noue entre l'appelant et ces parties.

Dans un souci de sécurité juridique, il serait préférable que les conditions de l'éventuelle débite de l'indemnité de procédure soient expressément fixées, sauf à en écarter l'application pour des motifs admissibles au regard du principe constitutionnel d'égalité et de non-discrimination.

Chapitre 4

Vu son objet, le chapitre 4 doit être intitulé « Disposition abrogatoire » et non « Disposition finale ».

Il est par ailleurs renvoyé à l'observation formulée sous l'article 22.

Nouveau chapitre 6

L'article 41 n'est pas une disposition transitoire.

Il figurera dans un chapitre 6 nouveau, intitulé « Disposition finale ».

Article 41

L'article 41, alinéa 2, charge le Roi de fixer la date d'entrée de plusieurs dispositions de l'avant-projet.

Les prérogatives du législateur seraient mieux respectées si une date limite était prévue, à laquelle l'avant-projet entrerait en vigueur sans que le Roi ne doive intervenir ⁷.

*

⁷ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 154 à 154.1.2 et formule F 4-5-2-1.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

Artikel 4

1. Uit de bespreking van dit artikel en uit de uitleg die door de gemachtigde van de minister verstrekt is, blijkt dat de bedoeling van de databank waarvan sprake is in het ontworpen artikel XI.20/1 van het Wetboek van economisch recht erin bestaat de uitwisseling langs elektronisch weg mogelijk te maken van “voorrangsdocumenten” in het kader van het uitvoeren van de opdrachten die de Dienst voor de Intellectuele Eigendom (hierna: “de Dienst”) moet uitoefenen als depositing office van de Digitale Toegangsdiens (DAS) van de Wereldorganisatie voor de intellectuele eigendom.

In het ontworpen dispositief, van zijn kant, is sprake van het beschikbaar stellen van “octrooiaanvragen” zonder nadere precisering. Dat begrip omvat evenwel niet het document dat van de Dienst uitgaat en waarmee aangetoond kan worden op welke datum die octrooiaanvraag ingediend is¹ terwijl die informatie van uiterst groot belang is in het licht van de doelstelling die in de bespreking van dit artikel vermeld wordt en die erin bestaat een recht van voorrang in te stellen.

Artikel 4, § 3, eerste lid, van het koninklijk besluit van 2 december 1986 ‘betreffende het aanvragen, verlenen en in stand houden van uitvindingsoctrooien’, dat strekt tot uitvoering van artikel XI.20 van het Wetboek van economisch recht, luidt overigens als volgt:

“Een afschrift van de eerdere aanvraag, voor eensluidend verklaard door de instantie die ze heeft ontvangen, vergezeld van een verklaring van deze instantie waarin de datum van indiening van de eerdere aanvraag wordt vermeld, moet worden ingediend binnen een termijn van zestien maanden te rekenen vanaf de vroegste voorrangsdatum.”

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Er kan overigens op gewezen worden dat in het ontworpen artikel XI.25, § 3, van het Wetboek van economisch recht, binnen het dossier betreffende een octrooiaanvraag een onderscheid gemaakt wordt tussen “de octrooiaanvraag”, enerzijds, en de “stukken die betrekking hebben op het in het Verdrag van Parijs bedoelde recht van voorrang”, anderzijds.

Met de term “octrooiaanvraag” die in het ontworpen artikel XI.20/1 van het Wetboek gehanteerd wordt, wordt de bedoeling van de steller van het voorontwerp dan ook niet op passende wijze weergegeven.

Het dispositief moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

2. De ontworpen artikelen XI.24 en XI.25 van het Wetboek van economisch recht regelen van nu af aan de terbeschikkingstelling van de octrooiaanvragen en de dossiers betreffende die aanvragen – met inbegrip van de conclusies betreffende het recht van voorrang – via het register aan het publiek. De mogelijkheid om een (in voorkomend geval eensluidend verklaard)² papieren afschrift aan te vragen van de octrooiaanvraag en, meer in het algemeen, van “alle informatie die door de Dienst ter beschikking van het publiek gesteld is” wordt geboden door het ontworpen artikel XI.25, § 2, van het Wetboek van economisch recht en door het koninklijk besluit van 21 september 2020 ‘betreffende het verstrekken, door de Dienst voor de Intellectuele Eigendom, van documenten en informatie inzake industriële eigendom’.

Aangezien de Dienst er bij het voorontwerp toe gemachtigd wordt “voorrangsdocumenten” beschikbaar te stellen in een door de Koning aangewezen databank, wordt daarbij een elektronisch alternatief geboden voor het verstrekken van eensluidend verklaarde afschriften van voorrangsdocumenten. De categorieën gegevens, de categorieën van betrokken personen, de personen ten behoeve van wie die gegevens verwerkt kunnen worden en de maximale bewaartermijn van de verwerkte gegevens blijven ongewijzigd en worden al geregeld in de ontworpen artikelen XI.80/1 en XI.80/2 van het Wetboek. In het ontworpen artikel XI.80/1, § 4, wordt bovendien bepaald dat de persoonsgegevens slechts algemeen toegankelijk gemaakt worden mits de betrokkene daarmee uitdrukkelijk ingestemd heeft.

Bijgevolg voldoet artikel 4 van het voorontwerp aan de vereisten van het legaliteitsbeginsel dat geldt inzake de verwerking van persoonsgegevens.

² Ook het koninklijk besluit van 21 september 2020 ‘betreffende het verstrekken, door de Dienst voor de Intellectuele Eigendom, van documenten en informatie inzake industriële eigendom’ zorgt voor enige verwarring tussen “de octrooiaanvraag” en de “voorrangsdocumenten”, aangezien die laatstgenoemde uitdrukking als zodanig niet in dat besluit gebruikt wordt.

Artikel 5

In de wet dient verduidelijkt te worden wat het doel is van de machtiging die aan de Koning verleend wordt tot het bepalen van een hoger bedrag voor de taks, welke bevoegdheid hoe dan ook uitgeoefend moet worden met naleving van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Artikel 6

Door artikel 6 van het voorontwerp komt het huidige artikel XI.24, § 3, derde lid, van het Wetboek van economisch recht te vervallen.

Naar aanleiding van een vraag in dit verband heeft de gemachtigde van de minister erop gewezen dat die bepaling over het hoofd gezien is. Hij stelt voor om dat lid als volgt onder te brengen in de ontworpen nieuwe paragraaf 3/1:

“§ 3/1. De aanvrager die niet wenst dat zijn octrooiaanvraag voor het publiek toegankelijk gemaakt wordt, dient bij de Dienst, binnen de in het tweede lid vastgestelde termijn, een verzoek tot intrekking van zijn aanvraag in. De Koning bepaalt de nadere regels van dit verzoek.

De octrooiaanvraag als bedoeld in het eerste lid, wordt niet voor het publiek toegankelijk gemaakt wanneer deze aanvraag werd ingetrokken of wordt geacht te zijn ingetrokken voor het einde van de zeventiende maand te rekenen vanaf de datum van indiening van de octrooiaanvraag of, indien een recht van voorrang wordt ingeroepen overeenkomstig de bepalingen van artikel XI.20, vanaf de oudste voorrang aangeduid in de verklaring van voorrang, of op een latere datum in zoverre het nog mogelijk is de publicatie van de octrooiaanvraag te verhinderen.

Indien rechten van vruchtgebruik, pand- of licentierechten ingeschreven zijn in het register, kan de aanvraag enkel met instemming van de houders van deze rechten worden ingetrokken. Een octrooiaanvraag die het voorwerp is van een opeising van eigendom of van een beslag kan niet worden ingetrokken. Elke intrekking uitgevoerd in overtreding van dit artikel is van rechtswege nietig.”

Hiervan wordt akte verleend aan de steller van het voorontwerp.

Artikel 7

Welke persoonsgegevens in de zin van artikel 4, lid 1, van Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming), (hierna: “de AVG”) door de Dienst verwerkt mogen worden, wordt verduidelijkt in het ontworpen artikel XI.80/1, § 3, van het Wetboek van economisch recht, zoals dat artikel ingevoegd wordt bij artikel 19 van het voorontwerp.

Ter wille van de duidelijkheid, die tevens bijdraagt tot het in acht nemen van het legaliteitsbeginsel dat verankerd is in artikel 22 van de Grondwet, moet naar die bepaling verwezen worden in het ontworpen artikel XI.25, § 3, 5°, van het Wetboek.

Artikel 8

Aangezien artikel XI.27 van het Wetboek van economisch recht gelezen moet worden in onderling verband met de ontworpen artikelen XI.80/1 en XI.80/2 van het Wetboek van economisch recht, kan de machtiging die bij het ontworpen artikel XI.27, § 3, van hetzelfde Wetboek aan de Koning verleend wordt om de inschrijvingen in het register en in de Verzameling op te sommen, aanvaard worden. Bij die machtiging wordt aan de Koning immers niet de bevoegdheid verleend tot het bepalen van nieuwe categorieën persoonsgegevens die verwerkt zouden mogen worden. Die nieuwe inschrijvingen moeten plaatsvinden met inachtneming van de grenzen bepaald in de ontworpen artikelen XI.80/1 en XI.80/2 van het Wetboek van economisch recht op het stuk van de verwerking van persoonsgegevens.

Ter wille van de duidelijkheid, die tevens bijdraagt tot het in acht nemen van het legaliteitsbeginsel dat verankerd is in artikel 22 van de Grondwet, moet in het ontworpen artikel XI.27, § 3, van het Wetboek van economisch recht naar de ontworpen artikelen XI.80/1 en XI.80/2 van datzelfde Wetboek verwezen worden.

Artikel 13

1. Het ontworpen artikel XI.75/4, § 2, van het Wetboek van economisch recht strekt ertoe een kader te scheppen voor de verwerking van persoonsgegevens door het Instituut voor Octrooigemachtigden. Aldus biedt het voorontwerp een antwoord op de opmerkingen die inzonderheid door de afdeling Wetgeving gemaakt zijn in advies 67.681/1/V van 4 augustus 2020 over het ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 30 september 2020 ‘betreffende de vertegenwoordiging inzake octrooien’.

In dat advies heeft de afdeling Wetgeving de volgende opmerking gemaakt:

“(…) minstens de te verwerken persoonsgegevens, de bewaartermijn ervan en de finaliteit van de gegevensverwerking [moeten] als essentiële elementen van de verwerking van persoonsgegevens worden beschouwd en door de federale wetgever zelf worden bepaald. (...)”

(...)

De essentiële elementen van de verwerking van persoonsgegevens door het Instituut moeten bijgevolg door de wetgever geregeld worden en niet door de Koning in het voorgelegde ontwerp van besluit.³

³ Zie ook Gegevensbeschermingsautoriteit, advies nr. 55/2021 van 22 april 2021, opmerking 41.

In de ontworpen paragraaf 2 van artikel XI.75/4 van het Wetboek van economisch recht wordt weliswaar bepaald wie de verwerkingsverantwoordelijke is, wat het doel van de verwerking van de gegevens is en gedurende welke termijn de verwerkte gegevens bewaard mogen worden, maar in het dispositief van artikel XI.75/4 wordt geen melding gemaakt van de te verwerken persoonsgegevens die opgesomd worden in artikel 39, § 1, van het koninklijk besluit van 30 september 2020.

Het overnemen van die lijst in artikel XI.75/4 van het Wetboek van economisch recht zou een eenvoudige manier zijn om te voldoen aan de vereisten van het legaliteitsbeginsel. Het klopt weliswaar dat de inachtneming van dat beginsel op zich niet vereist dat van de gegevens die verwerkt worden een precieze opsomming gegeven wordt in een tekst van wetgevende aard. De inachtneming ervan vereist daarentegen dat de wetgever op zijn minst bepaalt welke categorieën gegevens verwerkt mogen worden in het licht van elk van de nagestreefde doeleinden. Het voorontwerp moet dan ook aldus aangevuld worden dat op zijn minst vermeld wordt welke categorieën gegevens verwerkt mogen worden in het licht van elk van de nagestreefde doeleinden.

2. Aangezien de AVG rechtstreeks toepasselijk is, wordt de rechtszekerheid geschaad wanneer de regels ervan in het voorontwerp overgenomen worden. Bepalingen waarin er alleen aan herinnerd wordt dat een hogere norm van toepassing is, zijn uit den boze, aangezien dergelijke bepalingen niet alleen overbodig zijn maar daardoor ook verkeerdelijk de indruk gewekt wordt dat de overheid die de regels overneemt, bevoegd zou zijn om ze te wijzigen of om het toepassingsgebied ervan te regelen.

Het is dan ook geen goede zaak dat de regels vermeld worden die voorkomen in respectievelijk het tweede lid, eerste zin en tweede zin, *partim*, en het derde lid, tweede zin, van het ontworpen artikel XI.75/4, § 2, van het Wetboek, naar luid waarvan

“[d]e verwerking van persoonsgegevens uitgevoerd door elk orgaan van het Instituut in het raam van de werking van het Instituut (...) beperkt [is] tot wat strikt noodzakelijk is om de doelstellingen bedoeld in het eerste lid die op hem betrekking hebben te bereiken”,⁴

en

“[d]e nadere regels voor de verwerking van gegevens die betrekking hebben op gerechtelijke, administratieve of tuchtprocedures (...) ervoor [zorgen] dat de beginselen van minimalisering van gegevens en beperking van de bewaartermijn strikt nageleefd worden.”⁵

Die zinnen moeten weggelaten worden.

⁴ Op dit punt wordt verwezen naar artikel 5, lid 1, b) en c), van de AVG.

⁵ Op dit punt wordt verwezen naar artikel 5, lid 1, c) en e), van de AVG.

Artikel 15

Bij het ontworpen artikel XI.75/8, § 2, derde lid, van het Wetboek van economisch recht wordt de Koning gemachtigd tot het “bepal[en van] het tuchtreglement dat de tuchtprocedure voor de tuchtcommissie bevat”. Luidens de tweede zin van dat ontworpen lid “kan” de Koning bijkomend nog andere zaken bepalen die daarna opgesomd worden, *in casu* de gedragsregels die gelden voor de leden van het Instituut (1°) en de vergoedingen die personen in het kader van een tuchtprocedure aan het Instituut moeten betalen ter compensatie van het geheel of een deel van de kosten van de tuchtprocedure (2°).

Gelet op het fundamentele karakter van die zaken in het kader van een tuchtreglement, is het ondenkbaar dat het de Koning vrij zou staan om de bevoegdheid die aldus aan hem verleend is al dan niet uit te oefenen.

Bijgevolg dient te worden geschreven: “In het tuchtreglement bepaalt de Koning bovendien het volgende:”.

Artikel 19

1. Krachtens het legaliteitsbeginsel dat ter zake van de verwerking van persoonsgegevens geldt en waaraan herinnerd is in opmerking 2 die bij artikel 4 gemaakt is, mag de wetgever de Koning er niet toe machtigen “de lijst [aan te vullen van de] gegevenscategorieën en persoonscategorieën” waarop de verwerking van persoonsgegevens bedoeld in het ontworpen artikel XI.80/1 van het Wetboek van economisch recht betrekking kan hebben. Alle gegevenscategorieën en persoonscategorieën in kwestie moeten in het ontworpen artikel XI.80/1 van het Wetboek van economisch recht vastgelegd worden. Daarentegen kan de Koning, zoals eveneens in het voorontwerp bepaald wordt, wel gemachtigd worden tot het verduidelijken van die gegevenscategorieën. In dat verband zou het nuttig zijn om de lijst van die gegevens aan te vullen in het licht van de nagestreefde doeleinden, zoals blijkt uit de voorbeelden die in de bespreking van deze bepaling opgegeven worden, waardoor het makkelijker zou zijn om na te gaan of de aldus verduidelijkte gegevens wel noodzakelijk, relevant en proportioneel zijn.

Het ontworpen artikel XI.80/1, § 3, derde lid, moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

2. Wat de draagwijdte betreft van de machtiging tot het verduidelijken van de categorieën gegevens die verwerkt mogen worden, dient het ontworpen artikel XI.80/1, § 3, derde lid, van het Wetboek van economisch recht evenwel aldus herzien te worden dat vermeden wordt dat beginselen die reeds in de AVG vervat zijn in het ontworpen dispositief weergegeven worden en wel om de reden die opgegeven is in opmerking 2 die bij artikel 13 gemaakt is.

Dat is het geval met de opgegeven voorwaarde naar luid waarvan de door de Koning te verduidelijken gegevenscategorieën en persoonscategorieën “noodzakelijk, relevant en in verhouding [moeten] zijn met het volbrengen van de opdracht voor het algemeen belang betreffende intellectuele eigendom die is toevertrouwd aan de Dienst”, wat een weerspiegeling is van artikel 5 van de AVG, inzonderheid van lid 1, b) tot d) ervan.

3. In het ontworpen artikel XI.80/1, § 4, van het Wetboek van economisch recht dient verduidelijkt te worden wat de beperkte toegankelijkheid van de verwerkte persoonsgegevens concreet impliceert. Met andere woorden, de steller van het voorontwerp moet in het dispositief op zijn minst vermelden welke categorieën van personen tot die gegevens toegang mogen hebben mede gelet op de nagestreefde verwerkingsdoeleinden (aan welke personeelsleden het toegestaan is die gegevens te raadplegen en te gebruiken), en zich daarbij baseren op de verduidelijkingen die op dat punt gegeven worden in de bespreking van dit artikel.

4. Het recht om de verwerkte gegevens te laten corrigeren, waarin het ontworpen artikel XI.80/1, § 5, eerste lid, tweede zin, van het Wetboek van economisch recht voorziet, is reeds verleend bij artikel 16 van de AVG, dat geldt voor de verwerking van persoonsgegevens die op natuurlijke personen betrekking hebben.

Om de reden die opgegeven is in opmerking 2 die bij artikel 14 gemaakt is, hoort die regel niet te worden herhaald in het ontworpen artikel XI.80/1, § 5, eerste lid, tweede zin, met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens die binnen het toepassingsgebied van de AVG valt.

Een dergelijke werkwijze kan bij de lezer van de voorliggende tekst overigens verwarring doen ontstaan aangaande de rechten van een persoon wiens persoonsgegevens in de zin van de AVG verwerkt worden: er wordt immers aan herinnerd dat de betrokken natuurlijke personen bovenop het recht op rectificatie over verscheidene andere rechten beschikken welke verankerd zijn in inzonderheid de artikelen 12 tot 22 van die verordening.

Het dispositief moet in het licht van deze opmerking herzien worden.

5. Bij het ontworpen artikel XI.80/1, § 6, van het Wetboek van economisch recht wordt de Dienst ertoe verplicht

“maatregelen [te treffen] om de vertrouwelijkheid, de integriteit, de beschikbaarheid en de veerkracht van de via elektronische weg verrichte verwerking te garanderen”.

Bij artikel 32, lid 1, b), van de AVG⁶ is reeds een soortgelijke verplichting opgelegd bij wijze van technische en organisatorische maatregelen die getroffen moeten worden om een op het risico afgestemd beveiligingsniveau te waarborgen indien de behoefte daartoe uit de verwerking in kwestie blijkt. Zoals reeds uiteengezet is, is de AVG rechtstreeks toepasselijk. De enige meerwaarde die het ontworpen artikel XI.80/1, § 6, van het Wetboek van economisch recht kan opleveren, zou kunnen bestaan in de bevestiging dat er behoefte is aan een dergelijke technische en organisatorische maatregel. *A contrario* wekt het feit dat alleen deze maatregel in het voorontwerp overgenomen wordt de indruk dat geen enkele andere technische en organisatorische maatregel vereist zou zijn, wat niet in overeenstemming zou zijn met artikel 32 van de AVG.

Het ontworpen artikel XI.80/1, § 6, van het Wetboek van economisch recht leidt dus tot rechtsonzekerheid, of zelfs tot strijdigheid met artikel 32 van het AVG. Dat ontworpen artikel moet dan ook weggelaten worden.

Artikel 20

De doeleinden die opgesomd worden in het ontworpen artikel XI.80/2 van het Wetboek van economisch recht komen overeen met de opdrachten die zijn toevertrouwd aan de Dienst, die deel uitmaakt van de Federale Overheidsdienst Economie.

Het zou dan ook meer in overeenstemming zijn met de realiteit op het terrein als de Dienst vermeld zou worden als verwerkingsverantwoordelijke, net zoals in het ontworpen artikel XI.80/1, § 1, van het Wetboek van economisch recht, in plaats van “de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie”.

⁶ Er wordt aan herinnerd dat voornoemd artikel 32, lid 1, als volgt luidt:

“1. Rekening houdend met de stand van de techniek, de uitvoeringskosten, alsook met de aard, de omvang, de context en de verwerkingsdoeleinden en de qua waarschijnlijkheid en ernst uiteenlopende risico's voor de rechten en vrijheden van personen, treffen de verwerkingsverantwoordelijke en de verwerker passende technische en organisatorische maatregelen om een op het risico afgestemd beveiligingsniveau te waarborgen, die, waar passend, onder meer het volgende omvatten:

- a) de pseudonimisering en versleuteling van persoonsgegevens;
- b) het vermogen om op permanente basis de vertrouwelijkheid, integriteit, beschikbaarheid en veerkracht van de verwerkingssystemen en diensten te garanderen;
- c) het vermogen om bij een fysiek of technisch incident de beschikbaarheid van en de toegang tot de persoonsgegevens tijdig te herstellen;
- d) een procedure voor het op gezette tijdstippen testen, beoordelen en evalueren van de doeltreffendheid van de technische en organisatorische maatregelen ter beveiliging van de verwerking.”

Artikel 22

In de bespreking van artikel 22 staat dat bij het ontworpen artikel XI.90/2 van het Wetboek van economisch recht “artikel 11 van het koninklijk besluit van 27 februari 1981 betreffende het indienen van een Europese octrooiaanvraag, het omzetten ervan in een nationale aanvraag en het registreren van Europese octrooien met rechtsgevolgen in België over[genomen wordt] in het Wetboek van economisch recht”, zodat artikel 11 van voornoemd koninklijk besluit van 27 februari 1981 opgeheven moet worden op de dag dat het ontworpen artikel XI.90/2 in werking treedt.

Hoofdstuk 4 van het voorontwerp moet aangevuld worden met een bepaling waarbij dat artikel opgeheven wordt.

Artikel 29

1. Ter wille van de rechtszekerheid dient het begrip “crisis betreffende de openbare veiligheid” in het voorontwerp gedefinieerd te worden en zulks te meer daar, volgens de uiteenzettingen die vervat zijn in de bespreking van deze bepaling, de steller van het voorontwerp daarmee niet alleen naar de openbare veiligheid met betrekking tot het grondgebied van de Belgische Staat wil verwijzen.

2. De bevoegdheid tot het verlengen van de termijnen bepaald door of krachtens de titels 1 tot 3, die aan de Koning verleend wordt, houdt rechtstreeks verband met het bestaan van een crisis betreffende de openbare veiligheid. Het bepalen vanaf wanneer en tot wanneer die crisis duurt, is een essentieel element van de uitoefening van die bevoegdheid, aangezien alleen de termijnen die tijdens de crisis aflopen verlengd kunnen worden. Bijgevolg zal de Koning noodzakelijkerwijze de begindatum en de einddatum van de crisis moeten bepalen.

Het ontworpen artikel XI.332/6, tweede lid, 1°, van het Wetboek van economisch recht schrijft evenwel voor dat de Koning “de begindatum en de einddatum van de crisis” “kan” bepalen. Die bepaling moet aldus gewijzigd worden dat daarbij niet de mogelijkheid geboden wordt tot het bepalen van “de begindatum en de einddatum van de crisis” maar de verplichting daartoe opgelegd wordt.

3. Het ontworpen artikel XI.332/6, eerste lid, van het Wetboek van economisch recht luidt als volgt:

“In geval van een crisis betreffende de openbare veiligheid, kan de Koning de termijnen bepaald door of krachtens de titels 1 tot 3 die aflopen tijdens de crisis, verlengen tot een latere datum na de crisis.”

Uit de bespreking van die bepaling blijkt dat de steller van het voorontwerp, door gewag te maken van “een latere datum na de crisis” het mogelijk wil maken te bepalen dat die termijnen verstrijken na afloop van die crisis zelf.

Zoals de tekst opgesteld is, wordt de Koning daarbij evenwel verplicht te bepalen dat die termijnen verstrijken na afloop van de crisis, terwijl niet uit te sluiten valt dat bepaalde termijnen niet in die mate verlengd zouden hoeven te worden.

Er wordt dan ook voorgesteld om de woorden “tot een latere datum na de crisis” te vervangen door de woorden “tot een latere datum die na afloop van de crisis kan vallen”.

Het ontworpen tweede lid, 2°, moet dienovereenkomstig aangepast worden.

Artikel 30

Artikel 30 strekt ertoe in deel IV, boek IV, hoofdstuk XIXbis, van het Gerechtelijk Wetboek een afdeling 4 in te voegen, luidende “Afdeling 4. – Beroep in tuchtzaken betreffende octrooigemachtigden”.

Die afdeling bevat weliswaar bepalingen inzake de beroepen in tuchtzaken betreffende octrooigemachtigden, maar voorziet niet in een “rechtspleging inzake intellectuele rechten of bedrijfsgeheimen” waaraan voormeld hoofdstuk XIXbis gewijd is.

Aangezien het bestaan van en de tuchtbevoegdheden van de tuchtcommissie van het Instituut voor Octrooigemachtigden reeds geregeld zijn bij bepalingen van het Wetboek van economisch recht, inzonderheid bij de artikelen XI.75/3 en XI.75/8 ervan, lijkt het logischer om de rechtsregels met betrekking tot de beroepen in tuchtzaken betreffende octrooigemachtigden op te nemen na dat artikel XI.75/8.

Dat geldt des te meer daar in artikel XI.75/8, § 6, van het Wetboek van economisch recht reeds het volgende voorgeschreven wordt:

“Tegen de beslissingen van de tuchtcommissie staat hoger beroep open bij het hof van beroep te Brussel.

De rechtsmiddelen ingesteld tegen de beslissingen van de tuchtcommissie hebben schorsende kracht.”

Artikel 32

1. Het zou beter zijn om paragraaf 1 van het ontworpen artikel 1369nonies van het Gerechtelijk Wetboek als volgt te stellen:

“Wat betreft de rechtspleging inzake het beroep bedoeld in artikel 1369octies gelden de regels van het Gerechtelijk Wetboek, behalve wat de afwijkingen in de paragrafen 2 tot 4 betreft.”

2. Indien de suggestie die bij artikel 30 van het ontwerp gedaan is, niet gevolgd zou worden, zou, overeenkomstig hetgeen in de memorie van toelichting staat, het ontworpen artikel 1369octies, eerste lid, eerste zin, van het Gerechtelijk Wetboek aangevuld moeten worden met de bepaling dat het daarin bedoelde beroep bij het Hof van beroep te Brussel ingesteld moet worden.

3. Volgens het ontworpen artikel 1369^{nonies}, § 3, van datzelfde Gerechtelijk Wetboek worden het Instituut en de minister, zelfs indien ze geen beroep instellen tegen de beslissing van de tuchtcommissie, beide door de griffie opgeroepen om te verschijnen op de zitting die door het Hof wordt vastgesteld. In de ontworpen tekst wordt evenwel bepaald dat het Instituut en de minister, tenzij het beroep van één van hen uitgaat, slechts partij bij de zaak in beroep worden indien zij op de zitting verschijnen.

De afdeling Wetgeving ziet niet in waarom de hoedanigheid van partij bij de zaak zou moeten afhangen van het feit al dan niet op de zitting verschenen te zijn.

4. In de ontworpen paragraaf 2, tweede lid, zou bepaald moeten worden dat het beroepschrift ook aan het Hof kan worden gericht via het *e-Deposit* systeem.

5. De arresten van het Hof van beroep worden niet gewezen “tegen” beslissingen in eerste aanleg, zoals in de ontworpen paragraaf 4 aangegeven wordt.

Er zou geschreven moeten worden “gewezen op beroep tegen” of “gewezen in verband met”.

6. De afdeling Wetgeving vraagt zich voorts af hoe de kwestie van de rechtsplegingsvergoeding geregeld zal worden, in het bijzonder wanneer de partijen die geen beroep ingesteld hebben maar door de griffie opgeroepen zijn, beslissen om op de zitting te verschijnen en aldus de hoedanigheid van “partij bij de zaak” verkrijgen. Het is niet zeker dat tussen de eiser in beroep en die partijen een gerechtelijke band ontstaat.

Ter wille van de rechtszekerheid zou het beter zijn uitdrukkelijk te bepalen onder welke voorwaarden de rechtsplegingsvergoeding eventueel verschuldigd zal zijn, tenzij de toepassing van die vergoeding uitgesloten wordt om redenen die in het licht van het grondwettelijk beginsel van gelijkheid en non-discriminatie aanvaard kunnen worden.

Hoofdstuk 4

Gelet op de strekking van hoofdstuk 4, moet het als opschrift niet “Slotbepaling” maar “Opheffingsbepaling” krijgen.

Bovendien wordt verwezen naar de opmerking die bij artikel 22 gemaakt is.

Nieuw hoofdstuk 6

Artikel 41 is geen overgangsbepaling.

Het moet opgenomen worden in een nieuw hoofdstuk 6 met als opschrift “Slotbepaling”.

Artikel 41

Bij artikel 41, tweede lid, wordt de Koning ermee belast een datum van inwerkingtreding te bepalen voor verscheidene artikelen van het voorontwerp.

De prerogatieven van de wetgever zouden beter in acht genomen worden als een uiterste datum bepaald zou worden waarop het voorontwerp in werking zou treden zonder dat de Koning iets behoeft te ondernemen.⁷

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT

⁷ *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 154 tot 154.1.2 en formule F 4-5-2-1.